

# LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

**Les chefs d'entreprise résistent au prix d'efforts permanents ;  
2026 ouvrirait cependant des perspectives**

Dans un contexte mondial tendu - marqué par le durcissement du protectionnisme américain, l'enlisement des conflits armés, une incertitude politique et réglementaire persistante en France - l'économie régionale se maintient en 2025. La capacité d'adaptation stratégique des dirigeants, illustrée par de constants ajustements organisationnels et opérationnels au sein des entreprises, constitue un levier déterminant qui permet d'entrevoir une sortie progressive de la zone de vulnérabilité dès 2026.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
MÉTHODOLOGIE	13
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	14
MENTIONS LÉGALES	15

## Contexte National

### Contexte national : l'économie française résiliente malgré les incertitudes

**Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis.** Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

**Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.**

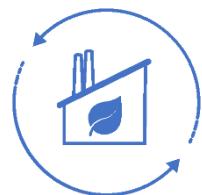
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse.** Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

## Chiffres clefs



<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>-1,9%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+3,8%</b>
<b>Exportations</b>	<b>2025 :</b>	<b>-5,1%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+4,4%</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>-1,5%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+0,8%</b>



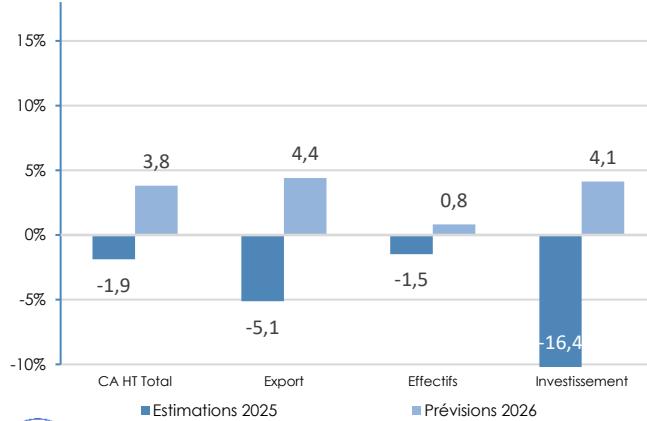
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>+1,2%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+1,9%</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>-0,9%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+1,1%</b>



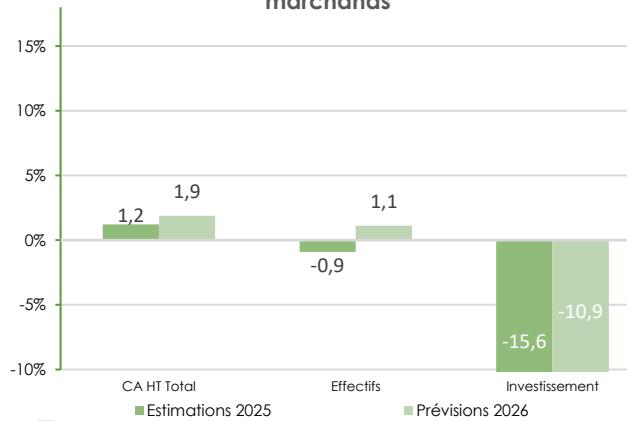
<b>Production totale</b>	<b>2025 :</b>	<b>-0,5%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>0,0%</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>+0,0%</b>
	<b>2026 :</b>	<b>-0,2%</b>

## Situation régionale

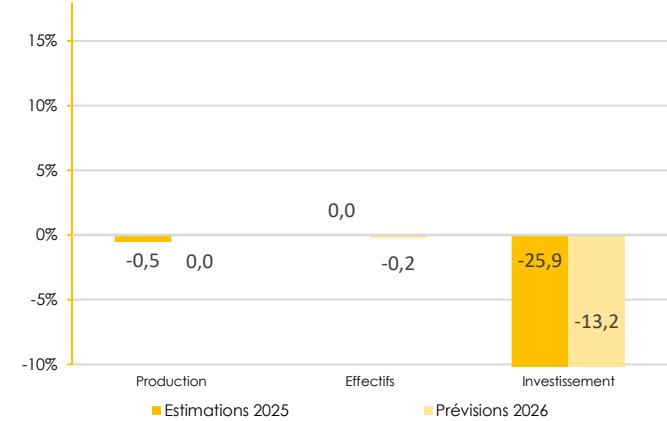
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

### Points Clefs

**L'industrie** régionale continue de faire preuve d'une résistance contrastée, malgré une nette contraction du chiffre d'affaires. Plusieurs filières restent sous forte pression, confrontées à un niveau de concurrence inédit, tandis que certains secteurs enregistrent des signaux d'amélioration. Porté par des dirigeants qui reconfigurent leurs organisations, flexibilisent les modes d'approvisionnement, de production et renforcent la productivité, le secteur consolide sa résilience. L'emploi - principalement intérimaire - recule, même si certaines entreprises poursuivent leurs recrutements. Pour 2026, le chiffre d'affaires pourrait s'orienter plus favorablement dans la plupart des segments. La rentabilité s'améliorera et les investissements, en infrastructure numérique notamment, seraient plus fréquents.

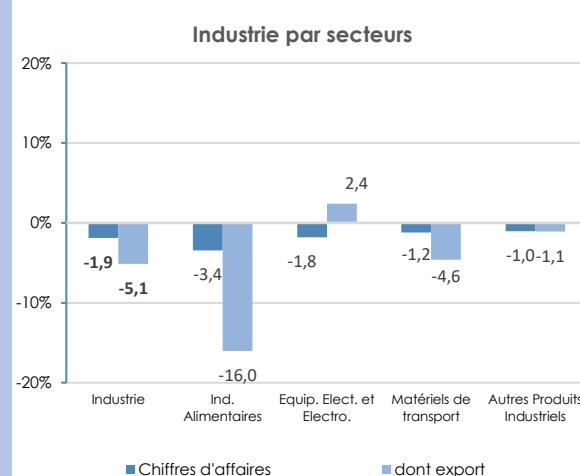
**Les services** aux entreprises se portent mieux que les services à la personne. Comme l'an dernier, le chiffre d'affaires progresse à un rythme globalement aligné sur le renchérissement des tarifs. Les services aux entreprises bénéficient de l'accélération du recours à l'intelligence artificielle, de la numérisation et de la transition énergétique, même s'ils restent pénalisés par les arbitrages des industriels défavorables pour l'intérim. Les services à la personne, dont l'activité a évolué irrégulièrement tout au long de l'année, peinent à renforcer leur croissance. Les prestations en 2026 pourraient profiter d'une accélération modérée de la consommation des ménages.

Le repli dans la **construction** est moins important que prévu. Si l'incertitude politique et économique continue de peser sur les marchés publics et de freiner une partie des projets industriels, les appels d'offres s'intensifient en revanche pour les acteurs de la défense et des nouvelles technologies. Parallèlement, les dispositifs de soutien à l'accession à la propriété et la détente des taux immobiliers stimulent la construction de logements. L'activité pourrait se stabiliser dans le bâtiment, tandis que l'année électorale exercerait une pression défavorable sur les travaux publics.



**14,4%**

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



### Chiffre d'affaires, dont export

Le repli du chiffre d'affaires de l'industrie alimentaire reflète principalement les faibles performances de la fabrication de boissons confrontée à un recul à l'export.

Les équipements électriques, électroniques reculent. La demande reste dynamique pour la défense, les data centers mais les marchés latino-américains et chinois se contractent.

La fabrication de matériaux de transport flétrit : l'aéronautique et le ferroviaire demeurent bien orientés, à l'opposé, la construction de bateaux de plaisance se contracte.

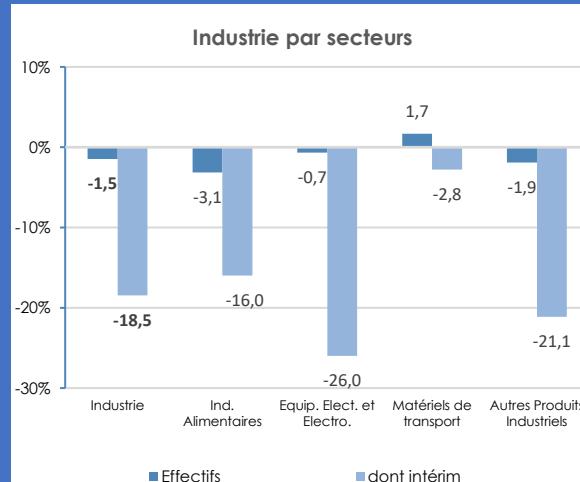
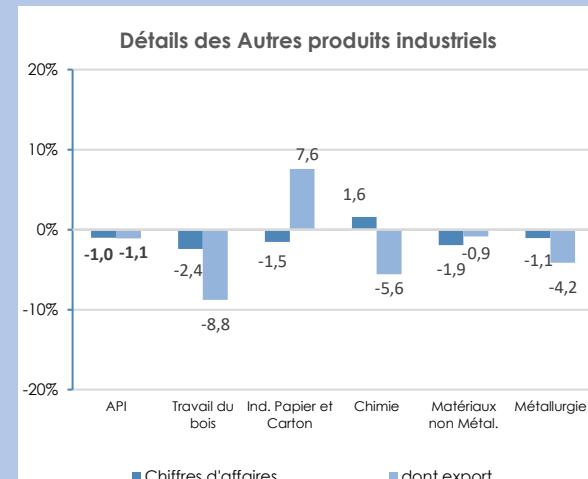
**Les industries néo-aquitaines enregistrent un nouveau repli.**

### Chiffre d'affaires, dont export

La première et seconde transformation du bois pâtissent de la contraction d'activité dans le bâtiment et dans la filière vitivinicole. L'industrie papetière régionale connaît un ralentissement des commandes provenant du marché domestique comme des exportations, particulièrement sur le papier blanc. La fabrication de produits métalliques flétrit avec des situations toujours contrastées selon les acteurs.

À contresens de ces évolutions, le chiffre d'affaires progresse dans la chimie.

**La tendance globale reflète un repli quasi généralisé.**



### Les effectifs diminuent de nouveau avec un moindre recours à l'intérim.

La seule exception est le secteur de la fabrication de matériaux de transport qui voit ses effectifs augmenter. En examinant ses différentes composantes, on observe une baisse de l'emploi dans la construction automobile et le nautisme, tandis que le ferroviaire et l'aéronautique connaissent une progression.

L'industrie alimentaire et, dans une moindre mesure, les équipements électriques électroniques affichent un recul de l'emploi salarié

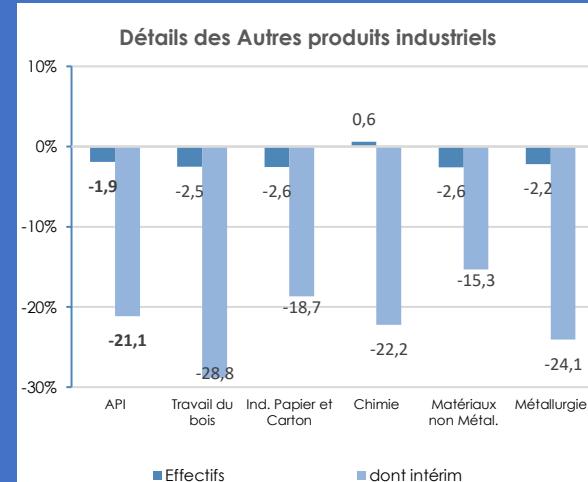


**Bilan 2025**

### Des emplois en baisse hormis dans la chimie.

Les effectifs dans les autres produits industriels affichent une baisse générale, avec des variations similaires dans la plupart des sous-secteurs. La chimie, en concordance avec l'évolution de son activité, observe une légère hausse des effectifs, privilégiant les contrats à durée indéterminée.

Les emplois intérimaires connaissent une diminution généralisée.



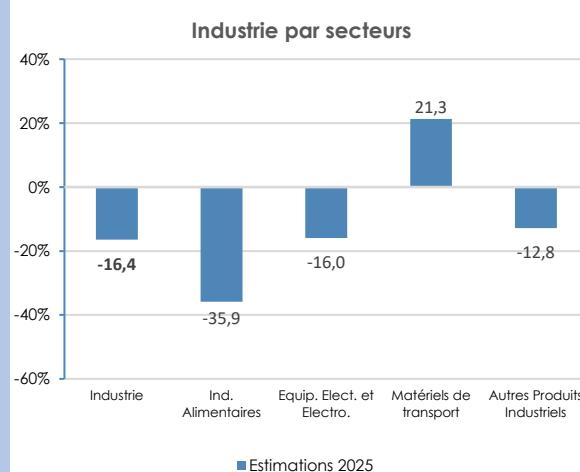
### Effectifs, dont intérim

### Effectifs, dont intérim



14,4%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



## Évolution des investissements

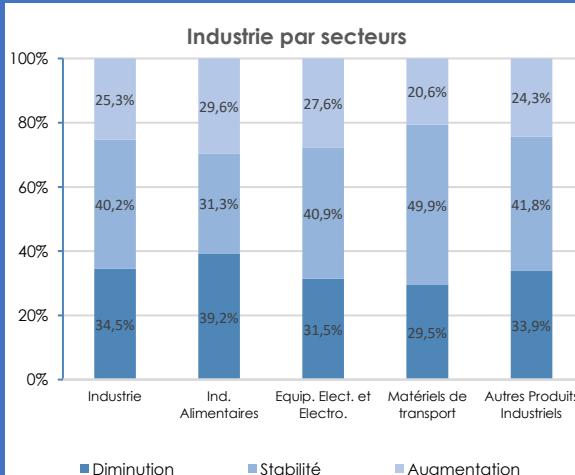
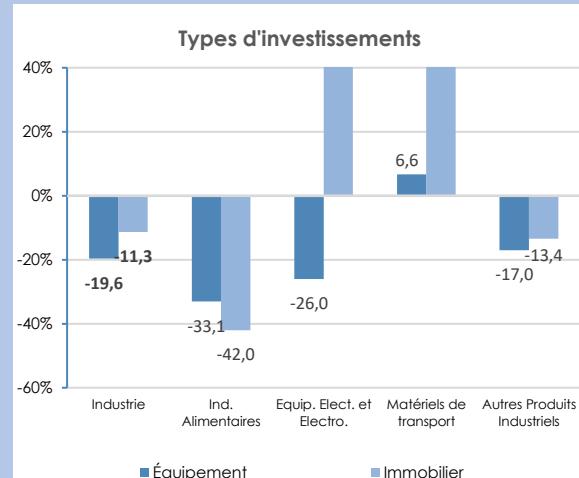
Si les investissements reculent en 2025, ils restent toutefois conséquents en volume. Le matériel de transport accroît ses investissements alors que les équipements électriques électroniques et l'industrie alimentaire enregistrent un tassement. Pour cette dernière le segment des boissons après avoir réalisé de lourds investissements post covid réduit son effort dans un contexte de net recul de la demande. Enfin, les autres produits industriels s'inscrivent également en repli, dans un mouvement d'ensemble.

**Les investissements se contractent en 2025.**

## Répartition des investissements

Les investissements réalisés en 2025 reflètent majoritairement une volonté d'adaptation de l'outil productif et de renforcement de l'infrastructure numérique conjuguée à la nécessité de réduire la charge énergétique. L'essentiel des investissements porte sur le renouvellement ou l'adaptation de ligne de production. La composante « immobilier » représente seulement 17% de l'enveloppe globale et concerne particulièrement les équipements électriques électroniques et les matériels de transport.

**Une répartition qui témoigne de la volonté d'adaptation des chefs d'entreprise.**



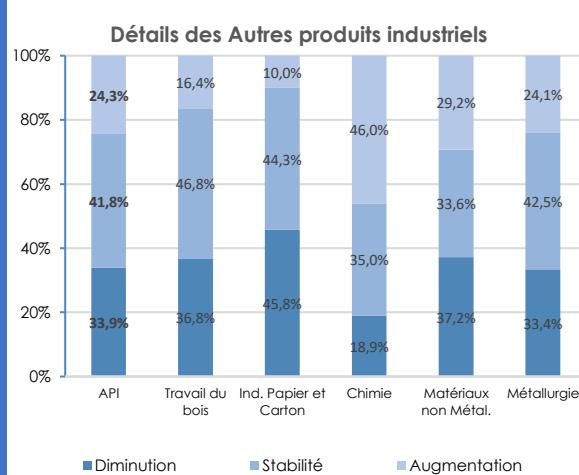
**Plus d'un tiers des effectifs est employé dans des entreprises dont la rentabilité est attendue en baisse.**

La forte concurrence générée par la moindre demande et les actions menées par les chefs d'entreprise afin de réorganiser et d'améliorer la productivité de leurs chaînes de production ont contribué à l'érosion des marges. Par ailleurs, les revalorisations de prix pratiquées ne compensent que partiellement les hausses de coûts y compris salariaux, aussi les rentabilités sont de nouveau malmenées. L'industrie alimentaire supporte la rentabilité la plus altérée.

## Rentabilité

**Les soldes d'opinion sont contrastés dans les autres produits industriels.**

Dans les autres produits industriels, seule la chimie, secteur en croissance de chiffre d'affaires, évoque une amélioration du solde d'opinion. À l'opposé le travail du bois et le papier carton enregistrent la rentabilité la plus dégradée.

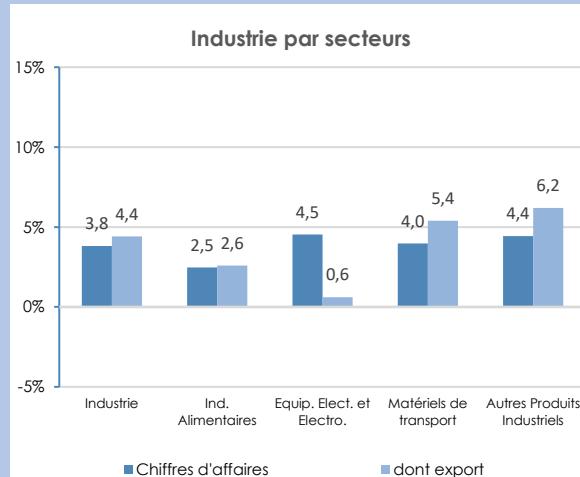


## Rentabilité



**14,4%**

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



### Chiffre d'affaires, dont export

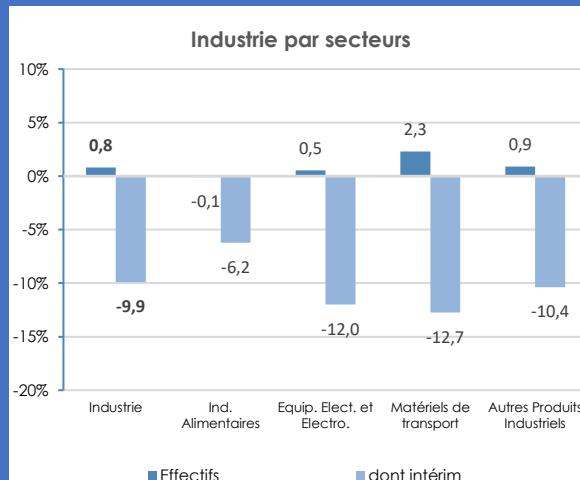
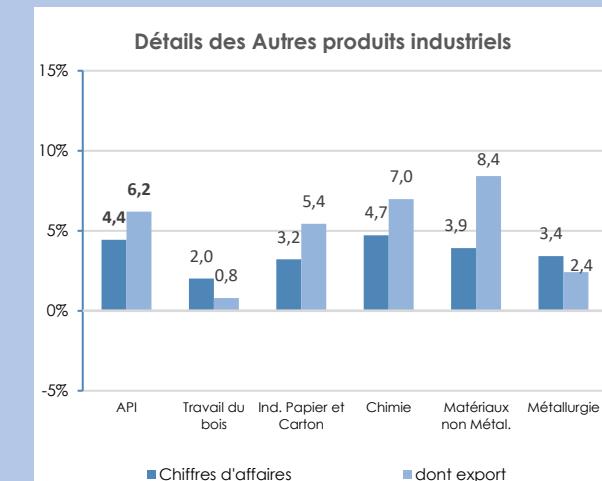
Pour 2026, les industriels tablent sur une amélioration modérée de leur chiffre d'affaires, portée par la plupart des segments. Le matériel de transport et plus particulièrement la construction aéronautique anticipent l'une des plus fortes progressions, reflet des efforts des dirigeants pour une plus grande efficience de la *supply chain*. Les équipements électriques électroniques bénéficieraient de la nécessité des entreprises, confrontées à un environnement plus concurrentiel, de renouer avec l'investissement. L'industrie alimentaire se projette également favorablement.

**Les exportations participeraient à l'amélioration des CA.**

### Chiffre d'affaires, dont export

Un redressement plus sensible du chiffre d'affaires est anticipé pour les autres produits industriels. Tous les sous-secteurs y participent. La chimie dans le sillage de l'exercice précédent enregistrerait la plus forte progression de chiffre d'affaires. Dans l'ensemble, les exportations devraient augmenter et contribuer à une amélioration générale, à condition que la guerre commerciale ne soit pas relancée.

**Les API anticipent un rehaussement de leur chiffre d'affaires.**

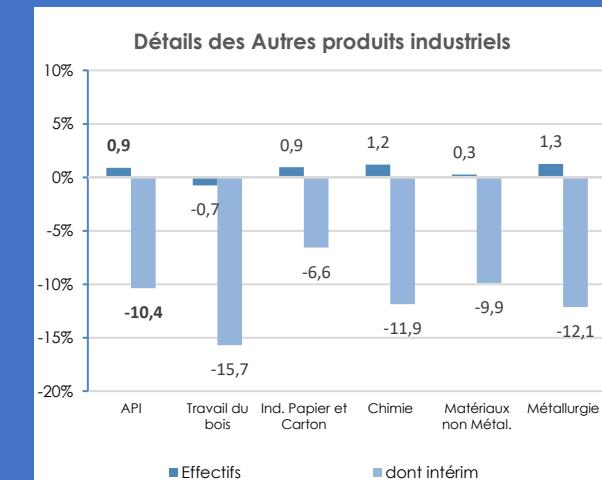


### L'emploi permanent évoluerait peu.

Les intentions d'embauche redeviendraient positives pour 2026, portées principalement par les besoins des filières aéronautiques et ferroviaires. Les effectifs se stabiliseraient dans l'ensemble de l'industrie alimentaire mais la branche production de boissons continuerait à perdre des emplois. Le recul du recours à l'intérim se prolongerait.

**La quasi stabilité d'ensemble prévaudrait également dans les autres produits industriels.**

Après le recul de 2025 (-1,5%) l'emploi repartirait très légèrement à la hausse en 2026 dans les API. La chimie et l'activité d'usinage-traitement des métaux anticipent les intentions d'embauche les plus marquées alors qu'un nouveau repli serait attendu dans la transformation du bois. À l'image des autres secteurs industriels, le maintien des effectifs pérennes au détriment de l'intérim serait privilégié.



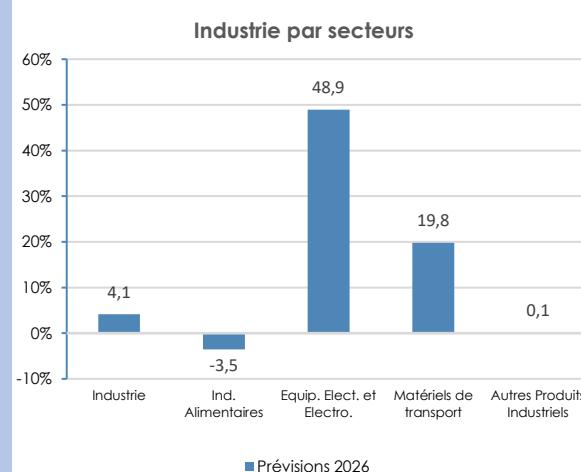
### Effectifs, dont intérim

### Effectifs, dont intérim



**14,4%**

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



## Investissements

Globalement, les industriels envisagent une reprise de leurs investissements en 2026. Tous les segments ne sont pas impliqués. Les projets se développent principalement dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques et le matériel de transport. Une accélération et un élargissement du recours à des services numériques se poursuit.

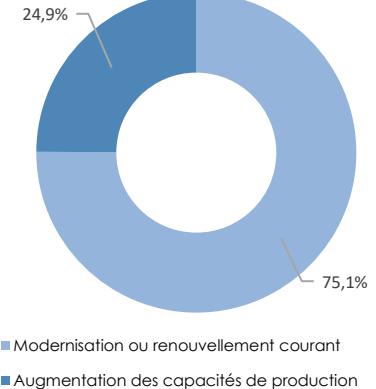
**Une reprise des projets d'investissement se profile.**

## Orientation des prévisions

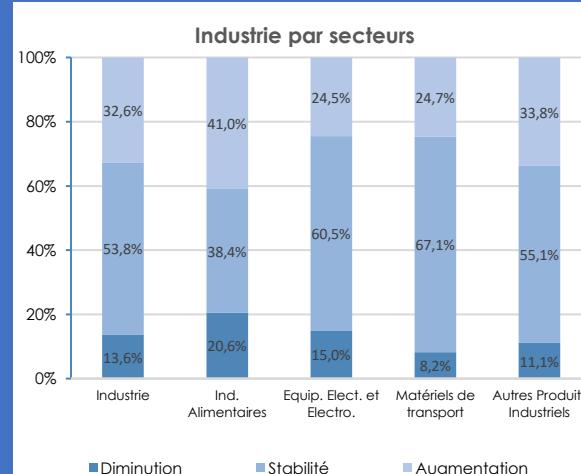
Les entreprises privilégient encore la modernisation ou le renouvellement courant de leurs moyens de production à l'augmentation des capacités de production. Mais les projets d'agrandissements des bâtiments se dessinent plus nombreux que l'an passé.

**L'amélioration de la productivité reste privilégiée au développement de la capacité de production.**

### Orientation des prévisions d'investissements



**Perspectives 2026**



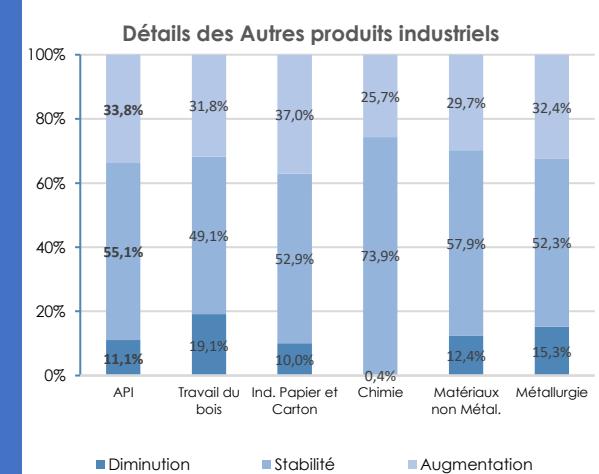
**La rentabilité s'améliorera.**

Plus de la moitié des effectifs seraient salariés d'une entreprise qui escompte maintenir sa rentabilité, voire l'apprécierait pour un tiers d'entre eux. Les soldes d'opinion s'avèrent positifs dans tous les compartiments. L'alimentaire retrouverait un solde d'opinion favorable après un exercice précédent moins performant.

## Rentabilité

**Le solde d'opinion des API est positif.**

Pour 2026, toutes les branches des autres produits industriels affichent un solde d'opinion positif. Ce redressement souligne l'agilité des chefs d'entreprise dans leur capacité d'adaptation de l'outil productif dans un contexte de tensions externes et de climat d'incertitude généralisé.

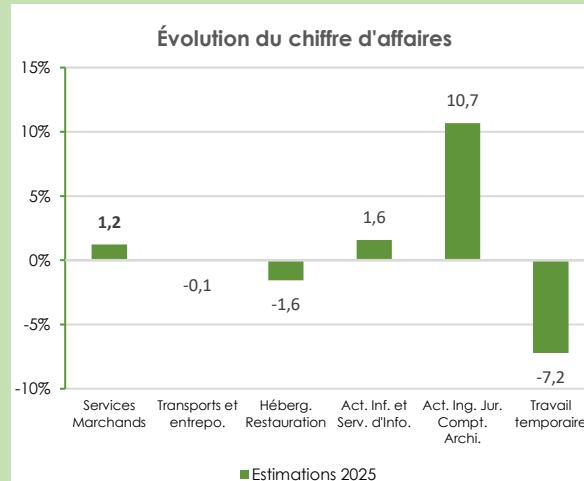


## Rentabilité



20,9%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

Les services marchands s'inscrivent en légère progression avec des évolutions contrastées. Les prestations d'ingénierie et les activités informatiques bénéficient des mutations technologiques qui s'opèrent dans la transition digitale et des besoins en infrastructures numériques induits. Le transport souffre d'une demande sans relief et d'un manque de volumes. Si l'hébergement clôture sur une tonalité positive, la restauration s'affiche en repli, conséquence directe de la baisse de la fréquentation. Les agences d'intérim, en net recul, subissent le reflux de la demande.

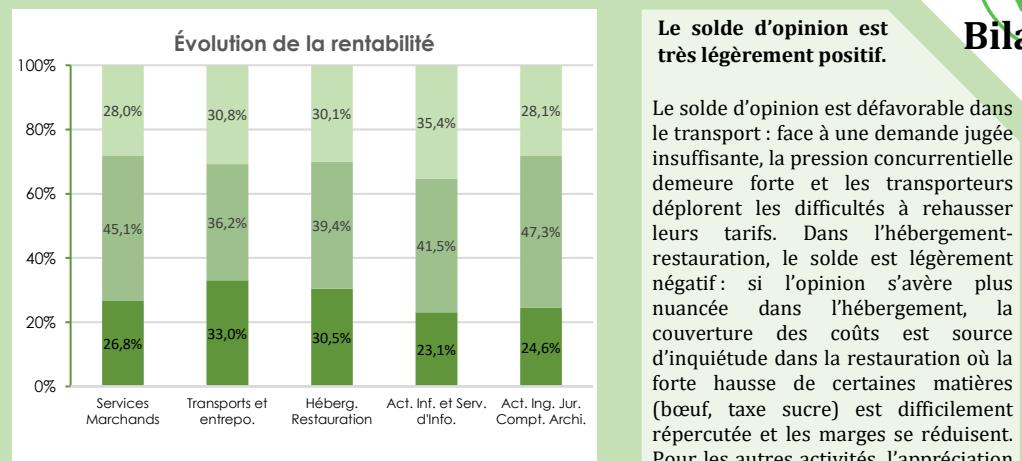
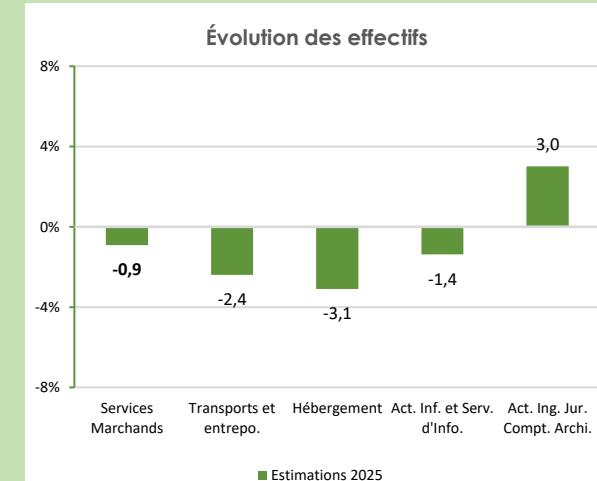
**L'augmentation de chiffre d'affaires est proche des hausses des tarifs.**



## Effectifs

Les effectifs s'érodent au global dans les services marchands, mais ce repli affecte plus particulièrement les effectifs intérimaires, véritable variable d'ajustement. Le maintien voire le renforcement du personnel permanent est privilégié, notamment dans les branches qui peinent parfois à fidéliser leurs collaborateurs (réparation automobile, ingénierie, certains services informatiques en lien avec les transformations numériques). Le plus souvent, l'évolution des effectifs suit celle de l'activité : le transport-entreposage et la restauration réduisent plus particulièrement leurs effectifs.

**Les effectifs se contractent.**



## Bilan 2025

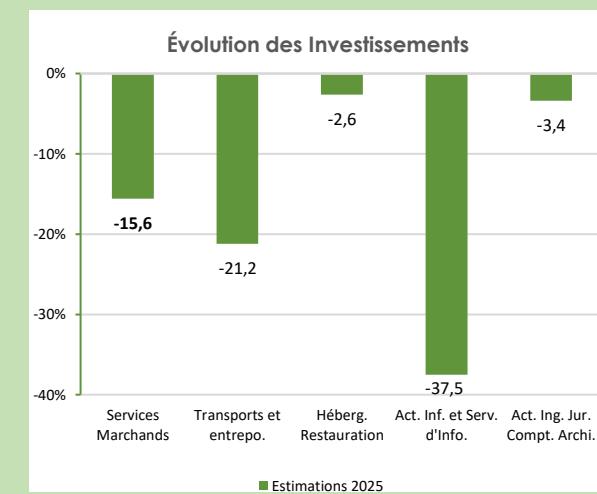
**Le solde d'opinion est très légèrement positif.**

Le solde d'opinion est défavorable dans le transport : face à une demande jugée insuffisante, la pression concurrentielle demeure forte et les transporteurs déplorent les difficultés à rehausser leurs tarifs. Dans l'hébergement-restauration, le solde est légèrement négatif : si l'opinion s'avère plus nuancée dans l'hébergement, la couverture des coûts est source d'inquiétude dans la restauration où la forte hausse de certaines matières (bœuf, taxe sucre) est difficilement répercutée et les marges se réduisent. Pour les autres activités, l'appréciation est plus favorable.

## Rentabilité

**Les évolutions sont en baisse, toutes activités confondues.**

Globalement, les investissements sont de nouveau en repli. Le transport-entreposage ralentit le renouvellement de sa flotte dans un contexte de baisse des volumes transportés. Dans l'hébergement-restauration, la rénovation des hôtels se poursuit mais à moindre rythme. L'évolution est également en retrait dans les activités informatiques-services d'information et dans une moindre mesure dans les activités spécialisées.

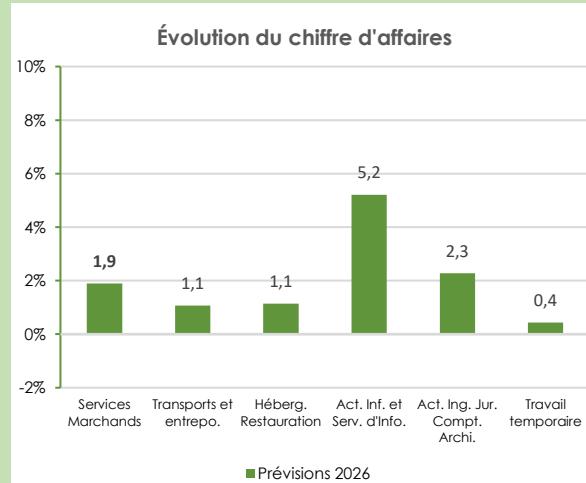


## Investissements



20,9%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

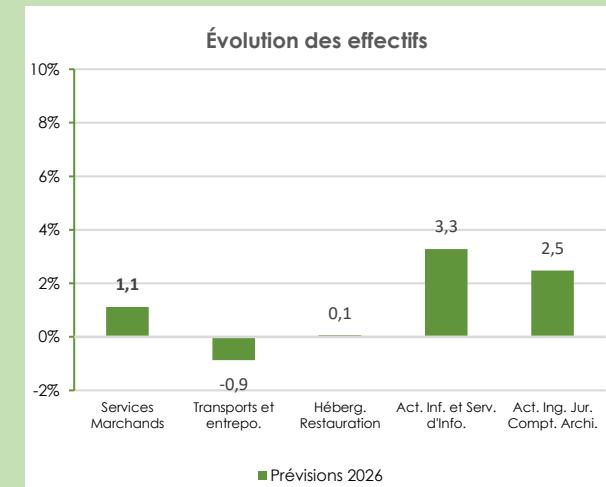
La hausse de chiffre d'affaires se poursuivrait en 2026, de façon plus généralisée. Ces évolutions intègrent néanmoins les revalorisations des tarifs des prestations. Les agences d'intérim, comme la restauration, espèrent enrayer la baisse de leur activité et anticipent un relatif maintien du chiffre d'affaires. Les attentes sont un peu plus favorables dans l'hébergement et transport-entreposage, tout comme dans les activités informatiques et l'ingénierie, soutenues pour leur part par la transition numérique qui s'opère.

**Les chefs d'entreprises anticipent une consolidation de leurs chiffres d'affaires.**

## Effectifs

Les effectifs se renforcerait globalement en 2026, avec une dynamique plus favorable dans les activités informatiques et les activités spécialisées. L'accélération des mutations technologiques, notamment l'intelligence artificielle, se traduit par des besoins en profils spécifiques pour répondre aux besoins croissants des donneurs d'ordres. L'hébergement-restauration maintiendrait ses effectifs. À l'opposé, face à une activité attendue sans épaisseur, l'emploi, notamment intérimaire, s'éroderait de nouveau dans le transport-entreposage.

**Un renforcement de l'emploi est anticipé.**



**L'appréciation sur les rentabilités serait plus favorable qu'en 2025.**

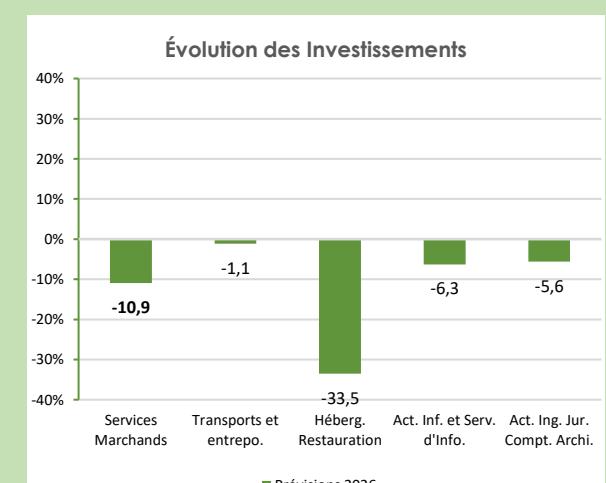
Pour 2026, les anticipations sont mieux orientées que l'an passé en lien avec la hausse du chiffre d'affaires attendue. Le solde d'opinion ressort positif (+9 points), néanmoins seules 25 % des entreprises sondées des effectifs anticipent une amélioration de leur rentabilité, 60 % des dirigeants tablent sur un maintien.



## Rentabilité

**Un tassement des investissements s'opérerait en 2026.**

Les nouveaux projets d'investissement seraient moins actifs en 2026 pour la totalité des segments, traduisant le fort climat d'attentisme et d'incertitude observé sur la fin d'année 2025, quel que soit le secteur d'activité. Le transport maintiendrait le renouvellement de sa flotte de camions. Pour l'hébergement-restauration, les programmes de rénovation de structure seraient moins nombreux. Les autres segments à minima renouvelleront leurs équipements avec une légère érosion.

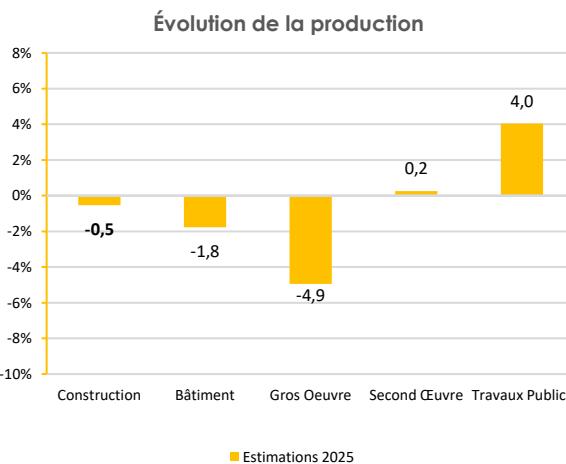


## Investissements



**9,1%**

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



## Production totale

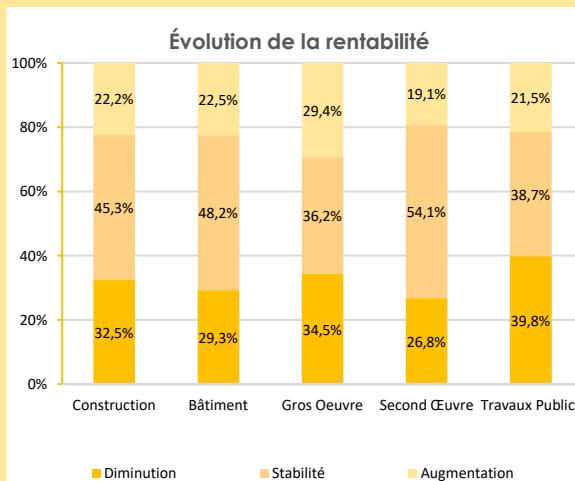
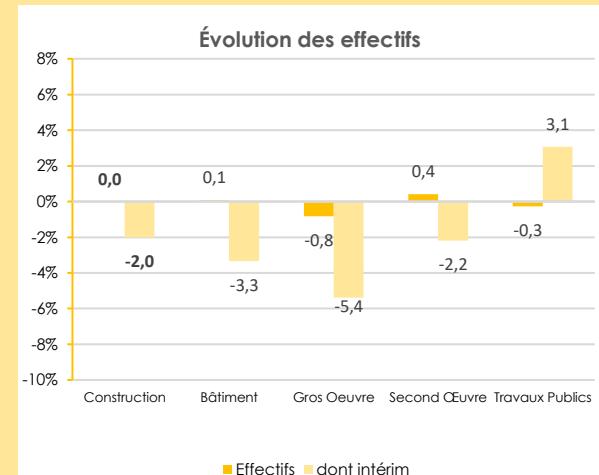
En 2025, le secteur du bâtiment enregistre un recul limité de sa production avec un second semestre en reprise progressive. Le gros œuvre est plus particulièrement touché, subissant la diminution de la commande publique et le retrait des projets industriels. Le second œuvre résiste mais pâtit toujours des changements réglementaires de « MaPrimeRénov ». En revanche, les travaux publics apparaissent plus favorables dans un contexte d'année pré-électorale où les travaux avec les collectivités sont souvent dynamiques.

**La production enregistre un repli contenu.**

## Effectifs, dont intérim

Les effectifs se contractent dans le gros œuvre en lien avec la baisse plus marquée de l'activité. Face à une production relativement étale, l'emploi tend à se maintenir dans le second œuvre. Enfin, dans les travaux publics, les effectifs se réajustent. Des recours ponctuels à l'intérim ont permis de finaliser certains chantiers. Par ailleurs, les embauches sur les postes qualifiés semblent s'opérer avec un peu moins de contraintes.

**Une stabilisation des effectifs se dégage mais révèle des situations différencierées.**



**La rentabilité se dégraderait pour un tiers des entreprises.**

L'appréciation sur l'évolution de la rentabilité est plus particulièrement défavorable pour les travaux publics et dans une moindre mesure pour le second œuvre. La hausse de certains matériaux, comme le béton, conjugué à des prix des devis revus à la baisse, résultant d'une concurrence plus forte, contribuent à la dégradation de la rentabilité. Dans ce contexte conjugué à l'allongement des délais de règlement, l'équilibre des trésoreries se dégrade.

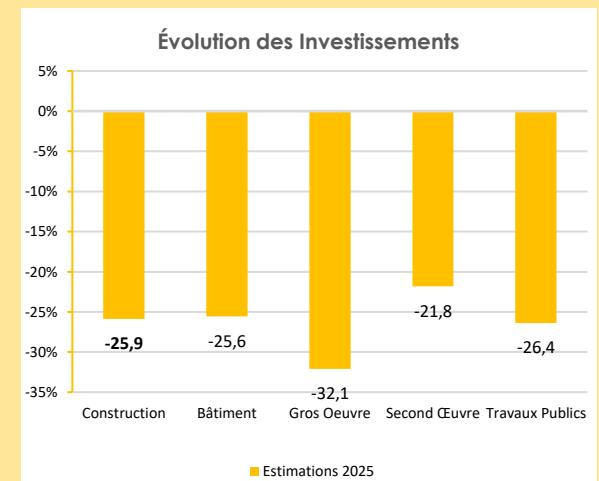
## Rentabilité



## Bilan 2025

**Les investissements s'avèrent moins fréquents.**

En 2025, les investissements restent orientés à la baisse. Le repli de l'activité, conjugué à un climat d'incertitude généralisée, continue de freiner le lancement de nouveaux projets. Les efforts d'investissement se concentrent essentiellement sur le maintien et le renouvellement minimal des équipements.



## Investissements

## TENDANCES RÉGIONALES – Février 2026 – Hors-série Les entreprises en Région : Bilan 2025 et Perspectives 2026

**9,1%**

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

### Production totale

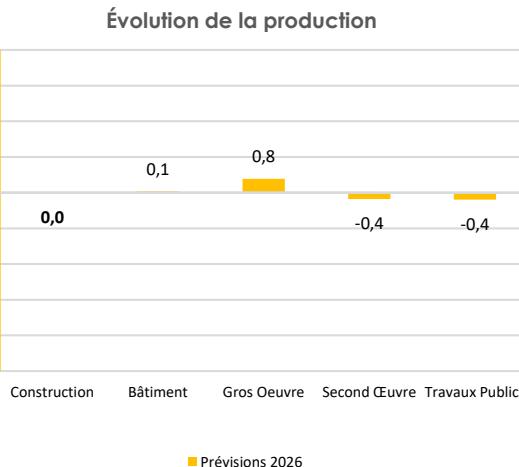
En 2026, l'activité du bâtiment se stabilisera dans un contexte de faible progression des prix et de forte pression concurrentielle. Le gros œuvre amorcerait un léger redressement, soutenu par la reconstitution des carnets de commandes dans le logement, tandis que le second œuvre resterait pénalisé par les incertitudes sur les dispositifs de rénovation et l'attentisme de la demande. Dans les travaux publics, l'activité reculerait à nouveau, affectée par la faiblesse de la demande privée et le ralentissement des appels d'offres publics, réduisant la visibilité des plans de charge.

**La production se stabilisera dans la construction.**

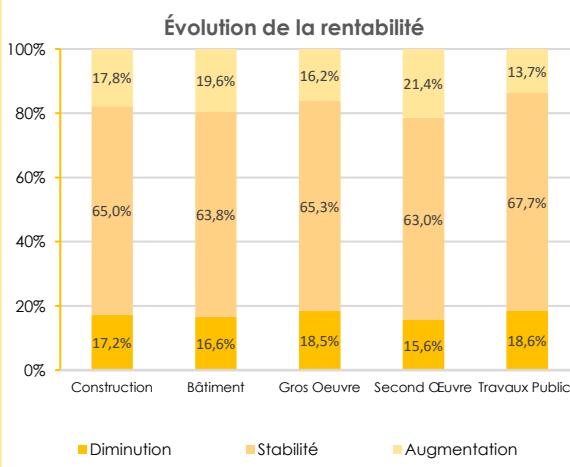
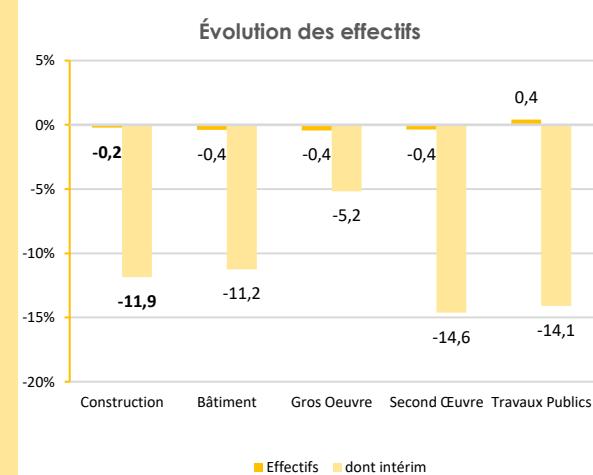
### Effectifs, dont intérim

Dans un contexte de stabilisation de l'activité, les effectifs globalement diminueront très légèrement. La baisse se généraliserait à l'ensemble du bâtiment (gros œuvre et second œuvre) alors que l'emploi se consoliderait dans les travaux publics. Le recours à l'intérim se contracterait dans tous les corps de métier. Les chefs d'entreprise cherchent à privilégier le recrutement d'une main d'œuvre pérenne au détriment du recours aux travailleurs intérimaires.

**Une tendance à la baisse s'anticiperait pour les effectifs.**



### Évolution des effectifs



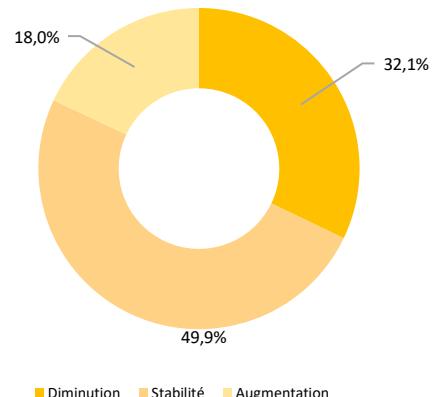
### Rentabilité

Le solde d'opinion apparaît très légèrement favorable. Les deux tiers des effectifs du secteur seraient employés dans une entreprise qui espère maintenir sa rentabilité. Le solde d'opinion sur l'évolution des performances apparaît positif pour le second œuvre mais demeure encore négatif pour le gros œuvre et les travaux publics, en lien avec une forte concurrence.

**Les carnets de commandes ne s'amélioreraient pas significativement.**

Si la moitié des entreprises pondérées des effectifs table sur une stabilité de leur plan de charge, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des carnets de commandes se révèle de nouveau négatif. Leur niveau, même s'il s'améliore, pourrait rester proche des points bas historiques.

### Évolution des carnets de commandes



### Évolution des carnets de commandes



## Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

**3 780 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :**

**Un effectif global de 279 000 personnes**

**Un chiffre d'affaires global de 49 000 M€**

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés AC OSS	
<b>Total Industrie</b>	1398	148 970	216 736	68,7%
Ind Agricoles et Alimentaires	248	29 898	35 117	85,1%
Equip. Électri./électr. Autres machines	166	20 907	31 767	65,1%
Fab. Matériel de transport	66	25 488	30 811	82,7%
Fab. Autres produits industriels	874	70 833	111 470	63,5%
Industrie extractives	44	1 845	7 571	24,4%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés AC OSS	
<b>Total Services marchands</b>	1 436	86 395	315 808	27,4%
Transport et entreposage	384	27 301	63 981	42,7%
Hébergement et restauration	399	14 253	83 200	17,1%
Information et communication	80	7 730	28 575	27,1%
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	276	16 871	59 275	28,5%
Autres services	297	20 241	80 777	25,1%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés AC OSS	
<b>Total Construction</b>	990	43 839	137 704	31,8%
Bâtiment	812	30 660	109 039	28,1%
Dont gros œuvre	248	10 143	30 108	33,7%
Dont second œuvre	564	20 517	78 931	26,0%
Travaux publics	178	13 179	28 665	46,0%



## Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Crédits par taille d'entreprises</a> <a href="#">Crédit dans les régions françaises</a> <a href="#">Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales</a> <a href="#">Crédits aux sociétés non financières</a>
 Épargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Défaillances d'entreprises</a> <a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Tendances régionales en Nouvelle Aquitaine</a> <a href="#">Conjoncture Industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>

**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*13 rue Esprit des Lois CS 80001 - 33001 BORDEAUX CEDEX*

 **05.56.00.14.71**

 Nouvelle-Aquitaine.conjoncture@banque-france.fr

**Rédacteur en chef**

Quitterie GONDELLON-PEGUE, Directrice des Affaires Régionales

**Directeur de la publication**

Marie-Agnès de CHERADE de MONTBRON, Directrice Régionale



NOUVELLE-  
AQUITAINE